

# Rapport aux actionnaires

## Deuxième trimestre 2003

### Banque Nationale : Hausse du bénéfice par action de 18 % au deuxième trimestre 2003

- *Bénéfice net de 138 millions de dollars, en hausse de 13 %;*
- *Hausse de 14 % du bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises;*
- *Maintien d'une excellente qualité du crédit;*
- *Augmentation du dividende trimestriel de 7,7 %.*

**MONTREAL, le 29 mai 2003** – Pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003, la Banque Nationale du Canada a déclaré un bénéfice net de 138 millions de dollars, en hausse de 13 % par rapport à 122 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2002. Le bénéfice par action est de 0,73 \$ pour le trimestre par rapport à 0,62 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2002, soit une progression de 18 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires atteint 14,8 % pour ce trimestre comparativement à 13,1 % pour la même période l'année dernière.

La forte progression du bénéfice net du trimestre, par rapport au trimestre correspondant de 2002, est surtout attribuable à la réduction des dotations aux pertes sur créances. Par ailleurs, le secteur Particuliers et entreprises a réalisé un bénéfice net de 72 millions de dollars en hausse de 14 %. Le secteur Gestion de patrimoine a obtenu un bénéfice net de 17 millions de dollars tant pour le trimestre que pour le trimestre correspondant de 2002. Le bénéfice net du secteur des Marchés financiers est en baisse de 41 millions de dollars pour atteindre 37 millions pour le trimestre.

Commentant ces résultats, M. Réal Raymond, président et chef de la direction, a tenu à souligner la constance de la bonne performance de la Banque : « Le contexte économique du deuxième trimestre demeure difficile, marqué notamment par la volatilité des marchés financiers. Malgré cet environnement, la Banque Nationale continue de bien performer et poursuit le développement de la profitabilité de ses activités. »

	Pour le trimestre terminé le 30 avril		
	2003	2002	%
<b>Bénéfice net</b>			
Particuliers et entreprises	72	63	+14
Gestion de patrimoine	17	17	-
Marchés financiers	37	78	-53
Autres	12	(36)	
<b>Total</b>	<b>138</b>	<b>122</b>	<b>+13</b>
<b>Bénéfice par action</b>	<b>0,73 \$</b>	<b>0,62 \$</b>	<b>+18</b>
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>14,8 %</b>	<b>13,1 %</b>	

	Pour le semestre terminé le 30 avril		
	2003	2002	%
<b>Bénéfice net</b>			
Particuliers et entreprises	163	132	+23
Gestion de patrimoine	36	40	-10
Marchés financiers	101	135	-25
Autres	4	(39)	
<b>Total</b>	<b>304</b>	<b>268</b>	<b>+13</b>
<b>Bénéfice par action</b>	<b>1,61 \$</b>	<b>1,35 \$</b>	<b>+19</b>
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>16,3 %</b>	<b>14,1 %</b>	

M. Raymond souligne les résultats solides du secteur Particuliers et entreprises et la stabilité du secteur Gestion de patrimoine, malgré le faible volume des transactions en raison du comportement des investisseurs.

« Nous poursuivons nos objectifs de développement des synergies entre les différentes plates-formes de gestion d'actifs et les réseaux de distribution. La Banque renforce ses initiatives d'amélioration de la productivité et de gestion des charges d'exploitation » a ajouté M. Raymond.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a approuvé une augmentation de 7,7 % du dividende trimestriel qui passe de 26 cents par action à 28 cents par action.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, le bénéfice net s'établit à 304 millions de dollars, en hausse de 36 millions de dollars ou 13 %. Le bénéfice par action progresse de 19 % pour atteindre 1,61 \$ pour le premier semestre 2003 comparativement à 1,35 \$ pour le semestre correspondant de 2002. La diminution des dotations aux pertes sur créances est également le principal facteur qui explique la progression du bénéfice semestriel.

Au 30 avril 2003, les provisions spécifique et générale pour pertes sur créances étaient supérieures aux prêts douteux bruts de 179 millions de dollars comparativement à 159 millions au 31 octobre 2002 et à 92 millions de dollars il y a un an.

À la clôture du trimestre, la Banque avait complété 82 % de son programme de rachat d'actions dans le cours normal des affaires, soit 7,5 millions d'actions sur un total de 9,1 millions.

## Développement des affaires

Au cours du dernier trimestre, la Banque a franchi une nouvelle étape dans le déploiement de sa stratégie visant à accroître la qualité du service à la clientèle. Déjà, l'an dernier, la Banque avait amélioré l'accessibilité à ses services en prolongeant les heures d'ouverture de 60 de ses succursales au Québec et déployé un important plan de perfectionnement des compétences de son personnel assurant le service à la clientèle. La Banque a intensifié sa démarche au cours des derniers mois en mettant en place un tout nouveau programme qui permettra d'améliorer de façon concrète l'approche relationnelle avec les clients des secteurs Particuliers et entreprises et Gestion de patrimoine. Les différentes actions entreprises au cours de la dernière année continuent à porter fruits, comme en font foi les résultats des sondages réalisés récemment et qui démontrent une hausse constante et significative de la satisfaction des clients.

La qualité du service à la clientèle se traduit également par une offre de produits et services innovateurs et adaptés aux besoins spécifiques des clients. La Banque a continué à se démarquer à ce propos au cours du dernier trimestre en présentant différentes offres hypothécaires très concurrentielles, développées en fonction des attentes des principaux types de clients dans ce marché. Dans le même ordre d'idée, la Banque a lancé récemment un nouveau programme novateur dans l'industrie bancaire, le Guide de financement personnalisé, qui permet de déterminer le profil d'emprunteur des clients et de leur offrir les solutions de financement qui leur conviennent le mieux.

Pour plus de renseignements :

**M. Michel Labonté**  
Premier vice-président  
Finances et technologie  
(514) 394-8610

**M. Denis Dubé**  
Directeur  
Service des Relations publiques  
(514) 394-8644

---

*Les états financiers trimestriels sont en tout temps disponibles sur le site web de la Banque Nationale du Canada à [www.bnc.ca/relationinvestisseurs](http://www.bnc.ca/relationinvestisseurs).*

### Conférence téléphonique sur les résultats du deuxième trimestre 2003 :

- Une conférence téléphonique aura lieu le **29 mai 2003 à 14h30 HAE**.
- Accès par téléphone en mode écoute seulement : **416-695-5806 / 1-800-273-9672**
- Cette conférence sera également diffusée en direct via Internet au [www.bnc.ca/relationinvestisseurs](http://www.bnc.ca/relationinvestisseurs).
- Le rapport aux actionnaires et les informations financières complémentaires ainsi que les diapositives de présentation se retrouveront sur la page des relations avec les investisseurs, sur le site de la Banque Nationale, un peu avant le début de la conférence téléphonique.

### Rediffusion de la conférence téléphonique :

- L'enregistrement téléphonique archivé sera accessible jusqu'au 5 juin 2003, en composant le (416) 695-5800 ou le 1-800-408-3053. Le code d'accès est le 1415955.
- Une version archivée de l'événement webdiffusé sera également disponible après la conclusion de l'appel sur le site Internet de la Banque à [www.bnc.ca/relationinvestisseurs](http://www.bnc.ca/relationinvestisseurs).

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Le texte qui suit présente l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Banque. Cette analyse est basée sur les états financiers consolidés non vérifiés pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2003.

### Objectifs stratégiques

La Banque Nationale a publié, dans son Rapport annuel 2002, les objectifs stratégiques qu'elle s'est fixés pour l'exercice financier 2003. Le tableau suivant compare ces objectifs aux résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2003.

	Objectifs	Résultats 2 <sup>e</sup> trimestre	Résultats 1 <sup>er</sup> semestre
Croissance du bénéfice par action	5 % - 10 %	18 %	19 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 % - 16 %	14,8 %	16,3 %
Ratio de capital de base	8,75 % - 9,50 %		9,8 %
Ratio de versement des dividendes	30 % - 40 %		33 %*

\* calculé sur le bénéfice par action des quatre derniers trimestres excluant la moins-value d'un placement

## Analyse des résultats

### Résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003, la Banque Nationale a obtenu un bénéfice net de 138 millions de dollars, en hausse de 13 % par rapport à 122 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2002. Le bénéfice par action est de 0,73 \$ pour le trimestre comparativement à 0,62 \$ pour le trimestre correspondant de 2002, soit une progression de 18 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires atteint 14,8 % pour le deuxième trimestre 2003 comparativement à 13,1 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2002.

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2003, la Banque Nationale a affiché un bénéfice net de 304 millions de dollars comparativement à 268 millions de dollars pour la même période en 2002, soit une augmentation de 13 %. Le bénéfice par action est de 1,61 \$ pour le semestre en comparaison à 1,35 \$ pour le semestre correspondant de 2002, soit une progression de 19 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires

ordinaires atteint 16,3 % pour la première moitié de l'exercice financier 2003 comparativement à 14,1 % pour le semestre terminé le 30 avril 2002.

### Revenu

Le revenu total du deuxième trimestre 2003 est de 773 millions de dollars, en baisse de 41 millions de dollars par rapport à 814 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2002.

Le revenu net d'intérêt atteint 343 millions de dollars pour le deuxième trimestre 2003 comparativement à 356 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2002, en baisse de 13 millions de dollars. Le revenu net d'intérêt du secteur des Particuliers et entreprises augmente de 11 millions de dollars, soit 4 %, pour atteindre 300 millions de dollars, en raison surtout du volume plus élevé de près d'un milliard de dollars des dépôts des petites et moyennes entreprises. Cette augmentation est plus que compensée par la réduction d'environ 10 millions de dollars du revenu net d'intérêt provenant de la gestion des échéances de l'actif et du passif ainsi que par le coût de financement de l'acquisition d'Altamira. Les revenus autres que d'intérêt du trimestre sont de 430 millions de dollars comparativement à 458 millions au deuxième trimestre 2002, en baisse de 28 millions de dollars. Les revenus de commissions des marchés financiers sont en baisse de 30 millions de dollars en raison du ralentissement des activités des particuliers sur les marchés des capitaux. Les gains sur valeurs mobilières du compte de placement et les revenus de négociation sont en baisse de 15 millions de dollars. En effet, au deuxième trimestre 2002, la Banque avait encaissé un revenu de 14 millions de dollars provenant des activités de la banque d'affaires. Par ailleurs, les revenus des services fiduciaires et des fonds communs de placement ont progressé de 17 millions de dollars principalement en raison de l'ajout des revenus d'Altamira.

Pour le premier semestre 2003, les revenus s'établissent à 1608 millions de dollars en hausse de 32 millions de dollars, comparativement au premier semestre de 2002. Les acquisitions de Putnam Lovell et d'Altamira ont généré des revenus de 60 millions de dollars. Le gain provenant du premier appel public à l'épargne de la Bourse de Toronto a ajouté 26 millions de dollars. Par contre, le revenu net d'intérêt est en baisse de 39 millions de dollars notamment en raison de la baisse des revenus provenant de la gestion des échéances des éléments du bilan.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (suite)

### Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du deuxième trimestre 2003 sont de 529 millions de dollars comparativement à 491 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2002, une augmentation de 38 millions de dollars. Les acquisitions de Putnam Lovell et d'Altamira ont ajouté 31 millions de dollars aux charges d'exploitation en comparaison avec le trimestre correspondant de 2002.

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2003, les charges d'exploitation se sont élevées à 1077 millions de dollars, en hausse de 85 millions de dollars dont 65 millions sont attribuables aux acquisitions. Excluant les acquisitions, les charges d'exploitation augmentent de 2 % par rapport au premier semestre 2002.

### Résultats sectoriels

---

Les revenus de chaque secteur sont en équivalent imposables, c'est-à-dire qu'ils sont majorés afin de rendre uniforme les revenus exonérés d'impôts réalisés sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts. De plus, les dotations aux pertes sur créances des secteurs d'exploitation sont déterminées en fonction des pertes anticipées établies au moyen d'analyses statistiques. L'écart entre les pertes anticipées et les pertes encourues est imputé à la rubrique « Autres » des résultats sectoriels.

### Particuliers et entreprises

Le bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises atteint 72 millions de dollars pour le deuxième trimestre 2003, en hausse de 14 % par rapport à 63 millions de dollars pour la période correspondante de 2002. Les revenus de 447 millions de dollars sont en hausse de 16 millions ou 4 %. Le revenu net d'intérêt, de 300 millions de dollars, a augmenté de 11 millions de dollars surtout en raison de la hausse du volume des dépôts avec les petites et moyennes entreprises de près d'un milliard de dollars. Les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 5 millions de dollars pour totaliser 147 millions. Cette hausse est surtout attribuable aux commissions sur prêts commerciaux, aux revenus des cartes de crédit et aux revenus d'assurances. Les charges d'exploitation du trimestre sont de 282 millions de dollars comparativement à 273 millions de dollars au deuxième trimestre 2002. Le ratio des frais d'exploitation sur

les revenus est à 63,1 % comparativement à 63,3 % pour la même période en 2002. Enfin, les pertes sur prêts anticipées ont diminué de 4 millions de dollars ou 7 % par rapport au deuxième trimestre 2002 reflétant la bonne qualité du portefeuille de prêts.

Pour le premier semestre 2003, le bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises augmente de 23 % passant de 132 millions de dollars pour le premier semestre 2002 à 163 millions de dollars. Les revenus de 915 millions de dollars augmentent de 44 millions ou 5 %. Près de la moitié de la hausse est attribuable aux affaires bancaires avec les particuliers, alors que le solde est attribuable aux activités des cartes de crédit et aux assurances. Les charges d'exploitation de 555 millions de dollars augmentent de 1,5 % par rapport au premier semestre 2002. Le ratio des charges d'exploitation sur les revenus s'améliore passant de 62,8 % au premier semestre 2002 à 60,7 % ce semestre.

### Gestion de patrimoine

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine de 17 millions de dollars pour le deuxième trimestre 2003 est égal à celui du trimestre correspondant de l'année précédente. Les revenus totalisent 154 millions de dollars ce trimestre comparativement à 157 millions pour le même trimestre en 2002. La baisse des revenus de courtage avec les particuliers est en partie compensée par l'ajout des revenus d'Altamira de 14 millions de dollars. Les charges d'exploitation de 126 millions de dollars sont en baisse de cinq millions de dollars. Cette diminution est principalement attribuable aux frais variables liés à la baisse des revenus de courtage, en partie compensée par l'ajout des dépenses d'Altamira.

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2003, le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine est de 36 millions de dollars par rapport à 40 millions de dollars pour la même période en 2002. Le faible volume d'activités des particuliers sur les marchés des capitaux explique l'essentiel de la diminution.

### Marchés financiers

Pour le deuxième trimestre 2003, le bénéfice net du secteur des Marchés financiers a diminué de 41 millions pour se situer à 37 millions de dollars. Les revenus ont atteint 187 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 43 millions ou 19 %. L'enregistrement d'un revenu provenant de la banque d'affaires

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (suite)

au deuxième trimestre 2002 explique 14 millions de dollars de l'écart. La comptabilisation à la valeur marchande des dérivés de crédit a réduit les revenus du secteur de 18 millions de dollars. Le solde est principalement attribuable aux volumes inférieurs des activités de financement des sociétés. Les charges d'exploitation de 117 millions de dollars ont augmenté de 17 millions de dollars principalement en raison de l'ajout des dépenses de Putnam Lovell. Les pertes sur prêts anticipées sont de 12 millions de dollars pour le deuxième trimestre 2003 comparativement à 8 millions pour la période correspondante de l'année dernière.

Pour le premier semestre 2003, le bénéfice net sectoriel est de 101 millions de dollars, en baisse de 34 millions de dollars par rapport à la même période l'année dernière. Les revenus sont de 424 millions de dollars pour le semestre comparativement à 427 millions pour le semestre correspondant de 2002. L'ajout des revenus de Putnam Lovell a été annulé par la baisse des revenus du financement des sociétés. Les charges d'exploitation de 245 millions de dollars pour le semestre se comparent à 193 millions de dollars pour le premier semestre 2002. La plus grande partie de l'augmentation est attribuable à l'ajout des charges d'exploitation de Putnam Lovell. Les dotations pour pertes sur créances du semestre sont de 22 millions de dollars par rapport à 21 millions de dollars pour la même période en 2002.

### Autres

Le bénéfice net de la rubrique « Autres » des résultats sectoriels est de 12 millions de dollars pour le deuxième trimestre 2003 comparativement à une perte de 36 millions de dollars pour la même période en 2002. Cette amélioration est essentiellement attribuable à la baisse des dotations aux pertes sur créances. Les dotations aux pertes sur créances de la rubrique « Autres » comprennent l'écart entre les pertes anticipées imputées aux secteurs d'exploitation et les pertes sur prêts encourus. L'écart favorable de 89 millions par rapport au deuxième trimestre 2002 s'explique principalement par l'enregistrement de pertes de 100 millions de dollars dans le secteur des télécommunications et la réduction de 30 millions de dollars de la provision générale pour risques de crédit.

Pour le premier semestre 2003, le bénéfice net de la rubrique « Autres » est de quatre millions de dollars en comparaison à une perte de 39 millions de dollars pour le premier semestre

2002. L'écart favorable de 285 millions de dollars des dotations aux pertes sur créances s'explique notamment par la révision d'estimation des provisions de 185 millions enregistrée au premier trimestre de 2002, les pertes de 100 millions de dollars du secteur des télécommunications et la réduction de la provision générale pour risques de crédit de 30 millions de dollars. La rubrique des « Activités abandonnées » présente le gain net de 118 millions de dollars provenant de la cession de l'activité de prêts sur garantie aux États-Unis au premier trimestre 2002.

## Gestion des risques

---

### Risques de crédit

Les dotations aux pertes sur créances du trimestre sont de 41 millions de dollars par rapport à 130 millions pour le trimestre correspondant de 2002. Pour les six premiers mois de l'exercice financier 2003, les pertes sur créances sont de 82 millions de dollars par rapport à 375 millions de dollars pour le premier semestre 2002. Excluant la révision d'estimation des provisions de 185 millions de dollars enregistrée en 2002, les dotations aux pertes sur créances ont diminué de 108 millions de dollars pour le semestre.

Au 30 avril 2003, les provisions pour pertes sur créances excèdent les prêts douteux de 179 millions de dollars comparativement à 159 millions de dollars au 31 octobre 2002, soit une amélioration de 20 millions de dollars. Au cours du trimestre, les nouveaux prêts douteux bruts (déduction faite des récupérations) ont totalisé 37 millions de dollars, comparativement à 29 millions pour le trimestre précédent.

Le ratio des prêts douteux privés bruts, sur la somme du capital tangible et des provisions, est de 13,3 % au 30 avril 2003, comparativement à 14,1 % au 31 octobre 2002.

### Risques des marchés – Activités de négociation

La méthode VaR (Valeur à risque) est l'un des principaux outils utilisés dans la gestion des risques des marchés reliés aux activités de négociation. La mesure VaR est fondée sur l'établissement d'un niveau de confiance de 99 % et la simulation utilise deux ans d'horizon historique. La gestion des risques des marchés est décrite plus amplement à la page 49 du Rapport annuel 2002.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (suite)

Le tableau ci-dessous intitulé « Activités de négociation », illustre la distribution des risques des marchés par type de risque, soit : taux d'intérêt, change et prix, incluant les marchandises et les actions. La VaR globale au 30 avril 2003 est en baisse de un million de dollars par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est attribuable à la diminution du risque de taux d'intérêt pour les activités de négociation.

### Bilan

Au 30 avril 2003, la Banque a un actif total de 75,8 milliards de dollars comparativement à 74,6 milliards de dollars au 31 octobre 2002 et à 74,7 milliards au 30 avril 2002. Le tableau qui suit présente les principaux postes de prêts et dépôts.

Volumes moyens mensuels (en millions de dollars)	Avril 2003	Octobre 2002	Avril 2002
<b>Prêts et acceptations*</b>			
Hypothécaires résidentiels	17529	17452	17146
Aux particuliers	4432	4467	4377
Créances sur cartes de crédit	1424	1383	1270
Aux entreprises	15223	15342	15923
Acceptations bancaires	3614	3341	3709
	<b>42 222</b>	<b>41 985</b>	<b>42 425</b>
<b>Dépôts</b>			
Particuliers (solde)	23234	22607	22572
Épargne hors bilan des particuliers (solde)	46605	45636	42292
Entreprises et administrations publiques	8977	7648	7873

\* incluant les actifs titrisés

Les prêts hypothécaires résidentiels de 17,5 milliards de dollars au 30 avril 2003 sont en hausse de 2 % par rapport à l'année dernière. Excluant les prêts indirects, le volume des prêts aux particuliers de 3,7 milliards de dollars progresse de près de 11 % depuis avril 2002. Les créances sur cartes de crédit ont augmenté de 12 % depuis un an pour s'élever à 1,4 milliard de dollars au 30 avril 2003. Les prêts et acceptations aux entreprises de

18,8 milliards de dollars sont en baisse de 0,8 milliard, surtout en raison des prêts et acceptations aux grandes sociétés et des prêts internationaux. Depuis le 31 octobre 2002, les prêts et acceptations aux entreprises ont augmenté de près de 1 %, surtout en raison des prêts et acceptations aux petites et moyennes entreprises.

Les dépôts de particuliers ont augmenté de plus de 660 millions de dollars depuis un an et de près de 630 millions de dollars depuis le 31 octobre 2002 pour totaliser 23,2 milliards de dollars à la clôture du trimestre. L'épargne totale administrée par la Banque et ses filiales a crû de 1,6 milliard de dollars depuis le 31 octobre 2002 pour atteindre 69,8 milliards de dollars. Enfin, les dépôts provenant des entreprises ont augmenté de plus d'un milliard de dollars, tant par rapport au 30 avril 2002 que par rapport au 31 octobre 2002. Cette augmentation est surtout attribuable aux dépôts provenant des petites et moyennes entreprises.

### Capital

Le ratio de capital de base et le ratio de capital total, selon les règles de la Banque des Règlements Internationaux, atteignent 9,8 % et 13,9 % respectivement au 30 avril 2003 comparativement à 9,6 % et 13,6 % au 31 octobre 2002. L'amélioration des ratios de capital est principalement attribuable à l'émission de 200 millions de dollars d'actions privilégiées en partie compensée par le programme de rachat d'actions ordinaires.

Le 15 mai 2003, la Banque a racheté les actions privilégiées de premier rang, série 12 totalisant 125 millions de dollars. Ce rachat aura pour effet de réduire les ratios de capital d'environ 30 points de base.

### Dividendes

Lors de la réunion du 29 mai 2003, le Conseil d'administration a déclaré les dividendes réguliers sur les diverses catégories et séries d'actions privilégiées, ainsi qu'un dividende de 28 cents par action ordinaire, payable le 1er août 2003 aux actionnaires inscrits le 26 juin 2003.

### Activités de négociation <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars)

VaR globale par catégorie de risques	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2003				Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
Taux d'intérêt	(2)	(5)	(3)	(2)	(3)	(4)	(3)	(3)
Change	(1)	(2)	(1)	–	(1)	(1)	(1)	–
Prix	(3)	(4)	(3)	(2)	(3)	(4)	(2)	(1)
VaR globale <sup>(2)</sup>	(4)	(6)	(4)	(3)	(5)	(5)	(4)	(3)

<sup>(1)</sup> Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VaR quotidienne.

<sup>(2)</sup> La VaR globale tient compte de l'effet de corrélation généré par la diversification des types de risques.

## Faits saillants

(non vérifié)	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2003	2002	Variation en pourcentage	2003	2002	Variation en pourcentage
<b>Résultats d'exploitation</b>						
(en millions de dollars)						
Revenu total	773 \$	814 \$	(5)	1 608 \$	1 576 \$	2
Bénéfice net	138	122	13	304	268	13
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,8 %	13,1 %		16,3 %	14,1 %	
<b>Par action ordinaire</b>						
Bénéfice net	0,73 \$	0,62 \$	18	1,61 \$	1,35 \$	19
Dividendes payés	0,26	0,24	8	0,52	0,45	16
Valeur comptable				20,28	19,53	4
Cours de l'action						
haut	35,15	34,93		35,15	34,93	
bas	31,26	29,14		29,95	24,70	
clôture	34,90	33,40		34,90	33,40	
<b>Situation financière</b>						
(en millions de dollars)						
				30 avril 2003	31 octobre 2002	
Actif total				75 791 \$	74 611 \$	2
Prêts et acceptations				45 185	43 800	3
Dépôts				50 184	51 690	(3)
Débitures subordonnées et capitaux propres				5 615	5 493	2
Ratios de capital – BRI						
de base				9,8 %	9,6 %	
total				13,9 %	13,6 %	
Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifique et générale en % des prêts et acceptations				(179) (0,4) %	(159) (0,4) %	
Biens sous gestion et administration				139 854	140 737	
Épargne totale des particuliers				69 839	68 243	
Couverture d'intérêts				8,10	7,39	
Couverture de l'actif				3,13	3,02	
<b>Autres renseignements</b>						
Nombre d'employés				16 961	17 285	(2)
Nombre de succursales au Canada				488	507	(4)
Nombre de guichets automatiques				809	826	(2)

## État consolidé des résultats

(non vérifié)  
(en millions de dollars, sauf montants par action)

### Revenus d'intérêt et dividendes

Prêts  
Valeurs mobilières  
Dépôts auprès d'institutions financières

### Frais d'intérêt

Dépôts  
Débentures subordonnées  
Divers

### Revenu net d'intérêt

### Revenus autres que d'intérêt

Commissions des marchés financiers  
Frais d'administration sur les dépôts et les paiements  
Opérations de négociation et gains sur valeurs mobilières  
du compte de placement, montant net  
Commissions sur cartes de crédit  
Commissions sur prêts  
Acceptations, lettres de crédit et de garantie  
Revenus de titrisation (note 7)  
Commissions de change  
Services fiduciaires et fonds communs de placement  
Divers

### Revenu total

### Dotations aux pertes sur créances

### Charges d'exploitation

Salaires et avantages sociaux  
Frais d'occupation et amortissement  
Ordinateurs et équipements  
Communications  
Divers

### Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle et activités abandonnées

### Charge d'impôts

### Part des actionnaires sans contrôle

### Bénéfice avant activités abandonnées

### Activités abandonnées

### Bénéfice net

### Dividendes sur actions privilégiées

### Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires

### Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)

Moyen – non dilué

Moyen – dilué

Fin de période

### Bénéfice avant activités abandonnées par action ordinaire

non dilué

dilué

### Bénéfice net par action ordinaire

non dilué

dilué

### Dividende par action ordinaire

	Trimestre terminé le			Semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
<b>Revenus d'intérêt et dividendes</b>					
Prêts	460	466	460	926	956
Valeurs mobilières	126	150	128	276	266
Dépôts auprès d'institutions financières	32	37	43	69	97
	618	653	631	1 271	1 319
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts	235	257	238	492	506
Débentures subordonnées	26	27	27	53	55
Divers	14	14	10	28	21
	275	298	275	573	582
<b>Revenu net d'intérêt</b>	343	355	356	698	737
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>					
Commissions des marchés financiers	120	136	150	256	278
Frais d'administration sur les dépôts et les paiements	42	42	42	84	84
Opérations de négociation et gains sur valeurs mobilières du compte de placement, montant net	33	51	48	84	48
Commissions sur cartes de crédit	13	12	12	25	24
Commissions sur prêts	49	50	47	99	91
Acceptations, lettres de crédit et de garantie	15	19	14	34	31
Revenus de titrisation (note 7)	44	54	49	98	95
Commissions de change	18	17	17	35	32
Services fiduciaires et fonds communs de placement	51	54	34	105	67
Divers	45	45	45	90	89
	430	480	458	910	839
<b>Revenu total</b>	773	835	814	1 608	1 576
<b>Dotations aux pertes sur créances</b>	41	41	130	82	375
	732	794	684	1 526	1 201
<b>Charges d'exploitation</b>					
Salaires et avantages sociaux	292	317	286	609	568
Frais d'occupation et amortissement	49	45	45	94	89
Ordinateurs et équipements	61	63	58	124	115
Communications	20	21	18	41	36
Divers	107	102	84	209	184
	529	548	491	1 077	992
<b>Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle et activités abandonnées</b>	203	246	193	449	209
<b>Charge d'impôts</b>	58	73	63	131	44
	145	173	130	318	165
<b>Part des actionnaires sans contrôle</b>	7	7	8	14	15
<b>Bénéfice avant activités abandonnées</b>	138	166	122	304	150
<b>Activités abandonnées</b>	-	-	-	-	118
<b>Bénéfice net</b>	138	166	122	304	268
<b>Dividendes sur actions privilégiées</b>	8	5	5	13	12
<b>Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires</b>	130	161	117	291	256
<b>Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)</b>					
Moyen – non dilué	178 348	182 728	188 794	180 574	189 636
Moyen – dilué	179 666	183 905	190 260	181 821	190 814
Fin de période				175 670	185 109
<b>Bénéfice avant activités abandonnées par action ordinaire</b>					
non dilué	0,73	0,88	0,62	1,61	0,73
dilué	0,72	0,88	0,62	1,60	0,73
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b>					
non dilué	0,73	0,88	0,62	1,61	1,35
dilué	0,72	0,88	0,62	1,60	1,35
<b>Dividende par action ordinaire</b>	0,26	0,26	0,24	0,52	0,45

## Bilan consolidé

(non vérifié)  
(en millions de dollars)

	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	30 avril 2002
<b>ACTIF</b>				
<b>Liquidités</b>				
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	328	302	245	249
Dépôts auprès d'institutions financières	5 255	6 130	6 619	8 083
	<b>5 583</b>	<b>6 432</b>	<b>6 864</b>	<b>8 332</b>
<b>Valeurs mobilières</b>				
Compte de placement	6 989	7 325	6 712	6 401
Compte de négociation	14 224	11 669	13 179	11 677
Substituts de prêts	63	64	76	75
	<b>21 276</b>	<b>19 058</b>	<b>19 967</b>	<b>18 153</b>
<b>Prêts</b>				
Hypothécaires résidentiels	13 148	12 962	12 867	12 217
Aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 920	5 744	5 561	5 930
Aux entreprises et aux administrations publiques	20 216	19 094	20 680	19 130
Titres acquis en vertu de conventions de revente	3 419	3 426	2 366	5 162
Provisions pour pertes sur créances	(646)	(635)	(662)	(762)
	<b>42 057</b>	<b>40 591</b>	<b>40 812</b>	<b>41 677</b>
<b>Autres actifs</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 128	3 134	2 988	3 027
Actifs détenus aux fins d'aliénation	225	281	313	567
Immobilisations corporelles	241	246	255	238
Écart d'acquisition	660	660	661	283
Actifs incorporels	184	184	184	12
Actifs divers	2 437	2 539	2 567	2 381
	<b>6 875</b>	<b>7 044</b>	<b>6 968</b>	<b>6 508</b>
	<b>75 791</b>	<b>73 125</b>	<b>74 611</b>	<b>74 670</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>				
<b>Dépôts</b>				
Particuliers	23 234	23 000	22 607	22 572
Entreprises et administrations publiques	22 741	21 400	22 582	21 635
Institutions de dépôts	4 209	5 530	6 501	6 879
	<b>50 184</b>	<b>49 930</b>	<b>51 690</b>	<b>51 086</b>
<b>Autres passifs</b>				
Acceptations	3 128	3 134	2 988	3 027
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	6 331	6 085	5 542	6 182
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	4 358	3 293	4 416	4 690
Passifs divers	5 742	4 473	3 996	3 652
	<b>19 559</b>	<b>16 985</b>	<b>16 942</b>	<b>17 551</b>
<b>Débitures subordonnées</b>	<b>1 553</b>	<b>1 581</b>	<b>1 592</b>	<b>1 630</b>
<b>Part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>433</b>	<b>458</b>	<b>486</b>	<b>488</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Actions privilégiées	500	500	300	300
Actions ordinaires	1 583	1 633	1 639	1 628
Bénéfices non répartis	1 979	2 038	1 962	1 987
	<b>4 062</b>	<b>4 171</b>	<b>3 901</b>	<b>3 915</b>
	<b>75 791</b>	<b>73 125</b>	<b>74 611</b>	<b>74 670</b>

## État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié)  
(en millions de dollars)

	Trimestre terminé le 30 avril		Semestre terminé le 30 avril	
	2003	2002	2003	2002
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	138	122	304	268
Ajustements pour :				
Dotations aux pertes sur créances excluant les activités abandonnées	41	130	82	375
Dotations aux pertes sur créances attribuées aux activités abandonnées	-	-	-	(50)
Amortissement des immobilisations corporelles	13	13	24	25
Impôts futurs	(5)	(14)	1	(3)
Redressement relatif au change pour les débetures subordonnées	(28)	(6)	(39)	(7)
Pertes (gains) sur la vente des valeurs mobilières du compte de placement, nets	9	(20)	(4)	(28)
Variation des intérêts à payer	(2)	(41)	(3)	(100)
Variation des intérêts à recevoir	(8)	27	5	46
Variation des impôts à payer	79	(18)	85	92
Variation des pertes (gains) non réalisés et des montants à payer sur les instruments dérivés	73	(151)	301	(66)
Variation des valeurs mobilières du compte de négociation	(2 555)	354	(1 045)	(685)
Variation des autres éléments	1 160	(17)	1 429	132
	<b>(1 085)</b>	<b>379</b>	<b>1 140</b>	<b>(1)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Variation des dépôts	254	561	(1 506)	(350)
Rachat et échéance de débetures subordonnées	-	(9)	-	(10)
Émission d'actions ordinaires	4	4	11	8
Émission d'actions privilégiées	-	-	200	-
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(194)	(184)	(240)	(184)
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	-	(100)	-	(192)
Dividendes versés	(5)	(47)	(101)	(96)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	246	452	789	803
Variation des engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	1 065	(1 444)	(58)	283
Variation des autres éléments	(3)	(3)	(7)	(3)
	<b>1 367</b>	<b>(770)</b>	<b>(912)</b>	<b>259</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Variation des prêts	(1 192)	(341)	441	1 047
Variation de la titrisation d'actifs	(265)	(75)	(626)	(643)
Produit tiré de la cession des prêts garantis	-	-	-	2 540
Achats des valeurs mobilières du compte de placement	(5 667)	(4 628)	(11 432)	(8 988)
Ventes des valeurs mobilières du compte de placement	5 994	5 149	11 171	9 420
Variation des titres acquis en vertu de conventions de revente	7	(432)	(1 053)	(1 121)
Variation des immobilisations corporelles	(8)	(8)	(10)	(13)
	<b>(1 131)</b>	<b>(335)</b>	<b>(1 509)</b>	<b>2 242</b>
<b>Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces</b>	<b>(849)</b>	<b>(726)</b>	<b>(1 281)</b>	<b>2 500</b>
Espèces et quasi-espèces, au début	6 432	9 058	6 864	5 832
Espèces et quasi-espèces, à la fin	<b>5 583</b>	<b>8 332</b>	<b>5 583</b>	<b>8 332</b>
<b>Espèces et quasi-espèces</b>				
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	328	249	328	249
Dépôts auprès d'institutions financières	5 255	8 083	5 255	8 083
Total	<b>5 583</b>	<b>8 332</b>	<b>5 583</b>	<b>8 332</b>
Intérêts et dividendes versés	282	365	678	779
Impôts versés (récupérés)	(15)	97	46	42

## État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié)  
(en millions de dollars)

	Semestre terminé le 30 avril	
	2003	2002
<b>Capital-actions, au début</b>	<b>1 939</b>	<b>2 160</b>
Émission d'actions ordinaires	11	8
Émission d'actions privilégiées (note 6)	200	-
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 6)	(67)	(48)
Rachat d'actions privilégiées, séries 10 et 11 aux fins d'annulation	-	(192)
<b>Capital-actions, à la fin</b>	<b>2 083</b>	<b>1 928</b>
<b>Bénéfices non répartis, au début</b>	<b>1 962</b>	<b>1 956</b>
Bénéfice net	304	268
Dividendes		
actions privilégiées	(13)	(12)
actions ordinaires	(95)	(86)
Impôts relatifs aux dividendes sur actions privilégiées, séries 10,11,12 et 13	(1)	(2)
Prime versée sur les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	(173)	(136)
Frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts	(3)	-
Pertes de change non réalisées, déduction faite des impôts	(2)	(1)
<b>Bénéfices non répartis, à la fin</b>	<b>1 979</b>	<b>1 987</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>4 062</b>	<b>3 915</b>

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non vérifiées) (en millions de dollars)

*Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2003.*

### 1- Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada en utilisant les conventions comptables décrites dans son plus récent Rapport annuel au 31 octobre 2002, à l'exception des nouvelles normes décrites à la note 2 et de la comptabilisation au premier trimestre de 2002, de l'écart entre la provision générale pour risque de crédit selon les exigences du Surintendant des institutions financières au Canada et selon les PCGR du Canada, tel que décrit à la note 28 des états financiers consolidés annuels de 2002.

L'adoption par la Banque des PCGR du Canada, au premier trimestre de 2002, aurait eu pour effet de diminuer le bénéfice net de 57 millions de dollars, d'augmenter les dotations aux pertes sur créances de 97 millions de dollars, de diminuer la charge d'impôts de 40 millions de dollars, et de diminuer le bénéfice net par action ordinaire non dilué et dilué de 0,30 \$. De plus, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires aurait diminué de 6,26 %.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

### 2- Normes comptables récentes qui ont été adoptées

#### Rémunérations à base d'actions

La Banque a adopté le 1er novembre 2002 les exigences de la norme de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («l'ICCA») intitulée «Rémunérations et autres paiements à base d'actions». Celle-ci établit des normes de constatation, de mesure et d'information applicables aux rémunérations à base d'actions et autres paiements à base d'actions versés en contrepartie des biens et des services. Vous trouverez ci-après une description des nouvelles conventions comptables et l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés du premier semestre 2003.

#### A) Régime de droits à la plus-value des actions (« Régime de DPVA »)

Conformément à cette nouvelle norme, les DPVA sont comptabilisés à la juste valeur en évaluant, sur une base continue, l'excédent du cours du marché de l'action sur le prix d'exercice de l'option. La nouvelle norme s'applique aux DPVA en cours à la date d'adoption et aux octrois ultérieurs. L'obligation de la Banque, qui résulte de la variation du cours du marché de l'action, est constatée aux résultats sur une base linéaire sur la période d'acquisition, soit quatre ans, et un montant correspondant est inclus dans les «Autres passifs». À l'expiration du délai d'acquisition des droits et jusqu'à l'exercice des DPVA, la variation du montant de l'obligation attribuable à des variations du cours de l'action est constatée en augmentation ou diminution de la charge de rémunération de la période au cours de laquelle les variations surviennent. En ce qui a trait aux DPVA en cours à la date d'adoption, l'application des règles de transition de la nouvelle norme, en tenant compte du passif comptabilisé antérieurement par la Banque, n'a pas exigé d'ajustement cumulatif au solde des bénéfices non répartis au 1er novembre 2002. De plus, cette nouvelle norme n'a eu aucun effet significatif sur les états financiers consolidés du premier trimestre de 2003.

#### B) Régime d'options d'achat d'actions

Tel qu'il est encouragé par la nouvelle norme, la Banque a choisi d'adopter la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des options d'achat d'actions octroyées à compter du 1er novembre

2002. La juste valeur des options d'achat d'actions est évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle Black & Scholes.

Ce coût est constaté sur une base linéaire sur la période d'acquisition, soit quatre ans, en tant qu'augmentation de la charge de rémunération et du surplus d'apport. Lorsque les options sont levées, le produit reçu, ainsi que le montant du surplus d'apport, est porté au crédit du capital versé des actions ordinaires. Pour les options octroyées avant le 1er novembre 2002, la Banque continue de suivre la convention comptable décrite à la note 1 des états financiers consolidés au 31 octobre 2002.

La juste valeur, à la date d'attribution, des options octroyées en 2003 a été évaluée à 6,90\$ à l'aide du modèle Black & Scholes. Les hypothèses utilisées étaient les suivantes : i) un taux d'intérêt hors risque de 4,54 %, ii) une durée de vie prévue de six ans pour les options, iii) une volatilité prévue de 27 % et iv) des dividendes prévus de 3,36 %.

L'incidence de l'adoption de la méthode de la juste valeur sur les états financiers consolidés pour la période de six mois terminée le 30 avril 2003 est une augmentation d'environ un million de dollars de la charge de rémunération et du surplus d'apport.

#### Informations à fournir sur les garanties

Le 30 avril 2003, la Banque a adopté les exigences de la note d'orientation concernant la comptabilité no14 de l'ICCA intitulée, «Informations à fournir sur les garanties» (NOC-14). Cette note donne une définition élargie des garanties et exige que le garant divulgue des informations significatives sur les garanties qu'il a données.

En vertu de NOC-14, une garantie est un contrat (y compris un engagement d'indemnisation) qui peut obliger éventuellement le garant à faire des paiements (soit sous forme d'espèces, d'instruments financiers, d'autres actifs ou d'actions propres de l'entité ou de la prestation de services) au bénéficiaire en raison (a) d'un changement d'un taux d'intérêt, du prix d'une valeur mobilière ou d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice ou d'une autre variable, y compris la réalisation ou non-réalisation d'un événement déterminé, qui est lié à un actif, à un passif ou

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, (b) de l'inexécution d'une obligation contractuelle par un tiers ou (c) du défaut, par un tiers, de rembourser sa dette à la date où celle-ci devient exigible.

Les garanties importantes émises par la Banque et en vigueur au 30 avril 2003 sont décrites ci-dessous :

### *Lettres de garantie*

Dans le cours normal de ses activités, la Banque émet des lettres de garantie. Ces lettres de garantie constituent un engagement irrévocable de la Banque d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations financières envers des tiers. La politique de la Banque en ce qui a trait aux biens donnés à titre de sûreté à l'égard des lettres de garantie est similaire à celle des prêts. Généralement, la durée à l'échéance de ces lettres de garantie est inférieure à quatre ans. Le montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des lettres de garantie s'élevait à environ un milliard de dollars au 30 avril 2003. La provision générale pour pertes sur créances inscrite aux livres couvre l'ensemble des risques de crédit incluant ceux des lettres de garantie.

### *Facilités de liquidités*

La Banque fournit des garanties de liquidités dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des prêts administrés par la Banque suite à des opérations de titrisation. Ces garanties de liquidités peuvent seulement être invoquées dans le cas où, suite à une perturbation des marchés, les programmes ne seraient pas en mesure d'accéder au marché du papier commercial. Ces garanties ont une échéance inférieure à un an et sont périodiquement renouvelables. Aucune des garanties de liquidités fournies par la Banque n'a été utilisée à ce jour. Au 30 avril 2003, le montant maximal potentiel que la Banque pouvait être tenue à verser en vertu de ces garanties de liquidités était de 575 millions de dollars. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre de ces facilités de liquidités.

### *Produits dérivés*

La Banque, dans le cours normal de ses activités, vend des options de vente pour répondre aux besoins de ses clients, ainsi que pour ses propres activités de gestion des risques et de négociation.

Les options de vente sont des ententes contractuelles en vertu desquelles la Banque accorde à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, de vendre, à une date donnée ou avant cette date, un montant déterminé de devises, de marchandises ou d'instruments financiers, à un prix convenu au moment où l'option est conclue. Les options de vente vendues qui répondent à la définition de garantie selon NOC-14 comprennent principalement les options sur devises de gré à gré avec des sociétés autres qu'institutions financières et les options sur actions de gré à gré lorsqu'il est probable que la contrepartie possède les titres sous-jacents. L'échéance de ces options varie selon les contrats mais ne dépasse pas deux ans. Le montant maximal potentiel des paiements futurs au titre de ces options vendues s'élevait à 431 millions de dollars au 30 avril 2003. À cette date, la Banque avait constaté au bilan consolidé un passif de six millions de dollars relativement à ces options de vente.

### *Prêts de titres*

En vertu d'ententes de prêts de titres que la Banque a conclues avec certains clients qui lui ont confié préalablement la garde de leurs titres, la Banque, à titre d'agent pour ces clients, prête leurs titres à des tierces parties et indemnise ces clients en cas de perte. Afin de se protéger contre toute perte éventuelle, la Banque exige de l'emprunteur, à titre de sûreté, un montant en espèces ou des titres négociables hautement liquides, ayant une juste valeur supérieure à celle des titres prêtés. La juste valeur des titres prêtés s'élevait à 1,5 milliard de dollars au 30 avril 2003. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre des indemnités potentielles résultant des opérations de prêts de titres.

### *Cessions d'entreprise et d'activités*

Dans le cadre d'une cession d'entreprise et de cessions d'activités, la Banque s'est engagée à indemniser l'acquéreur de pertes résultant de certains types de réclamations se rapportant à l'exploitation antérieure de l'entreprise ou des activités par la Banque, ainsi qu'à des déclarations et des garanties qui s'avèrent incorrectes à la date où ces déclarations et garanties ont été faites. Certaines ententes prévoient une limite au montant maximal des paiements futurs, le montant pour l'ensemble de ces ententes s'élevait au 30 avril 2003 à environ 260 millions de dollars. Une entente ne prévoit aucune limite au montant maximal des paiements futurs en cas de mise en jeu de la

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

garantie et, en plus, compte tenu de la nature de ces engagements, la Banque n'est pas en mesure d'estimer le montant maximal potentiel qu'elle pourrait être tenue à verser. La période de survie des diverses clauses d'indemnisation stipulées dans les ententes sont variables. De plus, suite à une des ententes de cessions d'activités, la Banque s'est engagée à racheter les actifs vendus qui n'étaient pas conformes à certaines assertions faites par la Banque à l'égard de ces actifs. L'engagement de la Banque quant au rachat de certains actifs vendus se termine en juillet 2003. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre de ces ententes d'indemnisation.

### *Acquisition d'entreprise*

En juin 2002, la Banque a acheté la banque d'investissement américaine Putnam Lovell Group Inc. La contrepartie totale versée à la clôture s'est chiffrée à 27 millions de dollars, composée de 807 294 actions ordinaires de la Banque évaluées à 26 millions de dollars à cette date et d'un montant en espèces totalisant un million de dollars. Un montant additionnel composé de 476 119 actions ordinaires de la Banque évaluées à 15 millions de dollars à cette date sera payé en 2004, conditionnellement à l'atteinte de certains objectifs de rentabilité. La valeur des actions ordinaires a été établie sur la base de la moyenne des cours de clôture des actions de la Banque sur une période de quelques jours précédant la date de détermination du nombre d'actions, soit le 18 juin 2002. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé relativement à cette contrepartie conditionnelle.

### *Indemnisation des administrateurs et dirigeants*

En vertu de ses règlements administratifs, la Banque indemnise ses administrateurs et dirigeants, pour la durée de leur mandat, et indemnise toute personne qui, à sa demande, a agi en cette qualité pour une entité dont la Banque est actionnaire ou créancière. La Banque les indemnise, conformément à ses règlements, de tous les frais, charges et dépenses découlant de poursuites ou d'une enquête administrative dont les administrateurs et dirigeants pourraient faire l'objet par suite de l'exécution de leurs fonctions. La Banque maintient un programme d'assurance responsabilité des administrateurs et des dirigeants de la Banque. La nature de ces indemnisations ne permet pas à la Banque d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel dont la Banque pourrait être tenue à verser. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé.

### *Autres ententes d'indemnisation*

Dans le cours normal de ses activités, incluant les opérations de titrisation, la Banque conclut des ententes contractuelles autres que celles décrites ci-dessus. En vertu de ces ententes, elle s'engage à indemniser la contrepartie à l'entente de tous les coûts découlant de litiges, de changements aux lois et règlements (incluant la législation fiscale), de réclamations relatives au rendement passé, d'assertion inexacte ou de l'inexécution de certaines clauses restrictives. La nature de ces ententes ne permet pas d'estimer de façon raisonnable le montant maximal que la Banque pourrait être tenue à verser. La durée de ces ententes est stipulée dans chaque contrat. Aucun montant n'a été constaté dans le bilan consolidé au titre de ces ententes.

### *Autre garantie*

En vertu d'entente de garantie mutuelle imposée par une autorité réglementaire, une filiale de la Banque s'est portée garante de tous les engagements, dettes et passifs d'une société satellite jusqu'à concurrence de son capital réglementaire, soit 22 millions de dollars au 30 avril 2003. Cette garantie prendra fin au plus tard à la date de disposition du placement dans la société satellite ou plus tôt si jugé approprié par l'autorité réglementaire. À ce jour, cette garantie n'a pas été utilisée et, aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé en vertu de cette entente.

## 3- Normes comptables récentes qui ne sont pas encore adoptées

---

### *Entités à intérêt variable*

En avril 2003, l'ICCA a approuvé, sous réserve d'un vote écrit, une nouvelle note d'orientation en comptabilité portant sur la consolidation des entités dans lesquelles sont détenues des droits variables. La note d'orientation proposée est harmonisée avec la norme américaine correspondante et comporte des directives afin de déterminer le principal bénéficiaire des entités à intérêt variable et celui qui devra donc consolider ces dernières. La note d'orientation devrait être publiée en juin 2003 et être appliquée aux exercices et périodes intermédiaires ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. La Banque évalue présentement l'incidence de cette nouvelle note d'orientation.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

### Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités

En 2002, l'ICCA a publié une nouvelle norme intitulée «Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités». Celle-ci définit des normes de constatation, de mesure, de présentation et d'information applicables à la sortie d'actifs à long terme non monétaires. Les actifs à long terme destinés à être cédés autrement que par vente doivent continuer d'être classés comme actifs détenus aux fins d'utilisation jusqu'à la date de cession. Quant à ceux destinés à la vente et qui répondent à certains critères, ils doivent être présentés séparément au bilan et être mesurés au moindre de leur valeur comptable et de leur juste valeur, moins les frais de disposition.

De plus, selon cette norme, la définition d'activités abandonnées a été élargie. Ce changement pourrait avoir des répercussions dans la présentation des activités abandonnées futures.

Ces nouvelles exigences ne devraient pas avoir d'incidence significative pour la Banque. Cette nouvelle norme s'appliquera aux opérations de sorties amorcées, par suite d'un engagement à poursuivre un plan, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2003.

### Dépréciation d'actifs à long terme

En 2002, l'ICCA a publié une nouvelle norme intitulée «Dépréciation d'actifs à long terme». Celle-ci définit des normes de constatation, de mesure et d'information applicables à la dépréciation d'actifs à long terme. Cette norme stipule qu'une perte de valeur doit être constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme destiné à être utilisé excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de son utilisation et de sa cession. La perte de valeur constatée doit être mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur. Cette norme s'appliquera à la Banque à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2003.

## 4- Prêts et prêts douteux

	Prêts douteux				Nets
	Montant brut	Bruts	Provision spécifique	Provision pays désignés	
<b>30 avril 2003</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	13 148	9	3	-	6
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 920	29	15	-	14
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	20 216	429	202	21	206
Titres acquis en vertu de conventions de revente	3 419	-	-	-	-
	42 703	467	220	21	226
Provision générale <sup>(1)</sup>					(405)
Prêts douteux déduction faite des provisions spécifique et générale					(179)
<b>31 octobre 2002</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	12 867	23	3	-	20
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 561	33	12	-	21
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	20 680	447	220	22	205
Titres acquis en vertu de conventions de revente	2 366	-	-	-	-
	41 474	503	235	22	246
Provision générale <sup>(1)</sup>					(405)
Prêts douteux déduction faite des provisions spécifique et générale					(159)

(1) La provision générale pour risque de crédit a été constituée à l'égard de l'ensemble des prêts de la Banque.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

### 5- Provisions pour pertes sur créances

Pour le semestre terminé le

	Provision spécifique	Provision générale attribuée	Provision générale non attribuée	Provision pays désignés (prêts et valeurs)	30 avril 2003	30 avril 2002
Provisions, au début	235	296	109	22	662	879
Transfert de la provision aux actifs détenus aux fins d'aliénation	-	-	-	-	-	(31)
Montants liés aux activités abandonnées	-	-	-	-	-	(65)
Dotations aux pertes sur créances	82	-	-	-	82	375
Radiations	(122)	-	-	(1)	(123)	(402)
Recouvrements	25	-	-	-	25	6
Provisions, à la fin	220	296	109	21	646	762

### 6- Capital-actions

#### Émis et entièrement versé au 30 avril 2003

Actions privilégiées de premier rang	
5 000 000 actions, série 12	125
7 000 000 actions, série 13	175
8 000 000 actions, série 15	200
	500
175 669 746 actions ordinaires	1 583
	2 083
6 719 315 options d'achat d'actions en circulation	s.o.

#### Émission d'actions privilégiées

La Banque a émis, le 31 janvier 2003, 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende préférentiel et non cumulatif d'un montant trimestriel de 0,365625 dollar par action, série 15, pour une contrepartie de 194 665 000 de dollars déduction faite des commissions de 5 335 000 de dollars.

Ces actions sont rachetables au comptant au gré de la Banque, sous réserve de l'obtention du consentement du Surintendant des institutions financières, à compter du 15 mai 2008, en totalité ou en partie, au prix de 26 dollars l'action si elles sont rachetées avant le 15 mai 2009, à 25,75 dollars l'action si elles sont rachetées au cours de la période de 12 mois qui précède le 15 mai 2010, à 25,50 dollars l'action si elles sont rachetées au cours de la période de 12 mois qui précède le 15 mai 2011, à 25,25 dollars l'action si elles sont rachetées au cours de la période de 12 mois qui précède le 15 mai 2012, et à 25,00 dollars l'action si elles sont rachetées à compter du 15 mai 2012, dans chacun des cas, majoré de tous les dividendes déclarés et impayés sur celles-ci à la date fixée pour le rachat.

#### Rachat d'actions ordinaires

Depuis le 20 janvier 2003, la Banque effectue une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant jusqu'à 9 100 000 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois se terminant au plus tard le 19 janvier 2004. Les rachats ont été effectués sur le marché libre aux cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Les montants versés en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires ont été imputés aux bénéfices non répartis. Au 30 avril 2003, la Banque a racheté 7 485 366 actions ordinaires au prix de 240 millions de dollars, ce qui a réduit de 67 millions de dollars le capital-actions ordinaire et de 173 millions de dollars les bénéfices non répartis.

#### Rachat d'actions privilégiées

La Banque a racheté, aux fins d'annulation, la totalité de ses actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série 12, le 15 mai 2003, au prix de 25,00\$ l'action, plus les dividendes déclarés et impayés par action jusqu'à la date de rachat.

### 7- Titrisation

#### Prêts hypothécaires garantis par la SCHL

Au cours du deuxième trimestre 2003, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par la SCHL de 281 millions de dollars par la création de titres hypothécaires. La Banque a vendu la totalité de ces titres. La Banque a reçu un produit en espèces de 281 millions de dollars et a conservé les droits relatifs à la marge excédentaire de 8 millions de dollars. Des frais de transaction de 0,8 million de dollars ont été constatés à l'état consolidé des résultats au poste «Revenus de titrisation».

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

### 8- Informations sectorielles <sup>(1)</sup>

#### Trimestre terminé le 30 avril

(en équivalent imposable)

(non vérifié) (en millions de dollars)

	Particuliers et entreprises		Gestion de patrimoine		Marchés financiers		Autres		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt <sup>(2)</sup>	300	289	22	22	69	77	(39)	(27)	352	361
Revenus autres que d'intérêt <sup>(2)</sup>	147	142	132	135	118	153	48	36	445	466
Revenu total	447	431	154	157	187	230	9	9	797	827
Charges d'exploitation	282	273	126	131	117	100	4	(13)	529	491
Contribution	165	158	28	26	70	130	5	22	268	336
Dotations aux pertes sur créances <sup>(3)</sup>	51	55	–	–	12	8	(22)	67	41	130
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle et activités abandonnées	114	103	28	26	58	122	27	(45)	227	206
Charge d'impôts <sup>(2)</sup>	42	40	10	8	21	44	9	(16)	82	76
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	1	1	–	–	6	7	7	8
Bénéfice avant activités abandonnées	72	63	17	17	37	78	12	(36)	138	122
Activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net	72	63	17	17	37	78	12	(36)	138	122
Actif moyen	38 555	38 261	656	794	36 462	39 028	(5 563)	(7 012)	70 110	71 071

#### Semestre terminé le 30 avril

(en équivalent imposable)

(non vérifié) (en millions de dollars)

	Particuliers et entreprises		Gestion de patrimoine		Marchés financiers		Autres		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt <sup>(4)</sup>	612	588	45	44	140	169	(77)	(54)	720	747
Revenus autres que d'intérêt <sup>(4)</sup>	303	283	271	273	284	258	79	71	937	885
Revenu total	915	871	316	317	424	427	2	17	1 657	1 632
Charges d'exploitation	555	547	257	255	245	193	20	(3)	1 077	992
Contribution	360	324	59	62	179	234	(18)	20	580	640
Dotations aux pertes sur créances <sup>(3)</sup>	104	113	–	–	22	21	(44)	241	82	375
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle et activités abandonnées	256	211	59	62	157	213	26	(221)	498	265
Charge d'impôts <sup>(4)</sup>	93	79	21	20	56	78	10	(77)	180	100
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	2	2	–	–	12	13	14	15
Bénéfice avant activités abandonnées	163	132	36	40	101	135	4	(157)	304	150
Activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	118	–	118
Bénéfice net	163	132	36	40	101	135	4	(39)	304	268
Actif moyen	38 447	38 497	664	797	36 849	38 849	(5 742)	(7 099)	70 218	71 044

#### Particuliers et entreprises

Ce secteur regroupe le réseau des succursales, le service aux intermédiaires, les cartes de crédit, les assurances, les services aux entreprises ainsi que le secteur de l'immobilier.

#### Gestion de patrimoine

Ce secteur regroupe le courtage de plein exercice avec les particuliers, le courtage à escompte, les fonds communs de placement, les services fiduciaires et la gestion de portefeuille.

#### Marchés financiers

Ce secteur comprend le financement et le crédit aux grandes entreprises, les activités de trésorerie y compris la gestion de l'actif et du passif de la Banque et le courtage aux sociétés.

#### Autres

Cette rubrique regroupe les activités de titrisation, les gains à la cession d'activités, certains éléments non récurrents, les activités abandonnées ainsi que la portion non allouée des services centraux.

(1) Depuis le 1er novembre 2002, la Banque a modifié la composition de ses secteurs isolables pour tenir compte des changements à sa structure organisationnelle. Les données comparatives ont été retraitées afin de tenir compte de ces changements.

(2) Le revenu net d'intérêt a été majoré de 9 millions de dollars (5 millions de dollars en 2002) et les revenus autres que d'intérêt de 15 millions de dollars (8 millions de dollars en 2002) afin de rendre uniforme le revenu exonéré d'impôts réalisé sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts.

(3) Les dotations aux pertes sur créances des secteurs d'exploitation sont déterminées en fonction des pertes anticipées établies au moyen d'analyses statistiques. L'écart entre les pertes réelles subies et les pertes anticipées est comptabilisé sous la rubrique « Autres ».

(4) Le revenu net d'intérêt a été majoré de 22 millions de dollars (10 millions de dollars en 2002) et les revenus autres que d'intérêt de 27 millions de dollars (46 millions de dollars en 2002) afin de rendre uniforme le revenu exonéré d'impôts réalisé sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts.

## Commentaire

### Revue de l'économie canadienne

En 2002, l'économie canadienne a connu un rythme de croissance de l'ordre de 3,4%, surpassant ainsi pour une quatrième année consécutive la performance de son principal partenaire économique, les États-Unis. Les dépenses de consommation et la construction résidentielle furent les principales sources de croissance. Le secteur résidentiel a connu une croissance de 16,0 %, la plus forte depuis le boom immobilier de 1987. Les investissements des entreprises ont quant à eux enregistré une baisse de 3,9% pour l'ensemble de l'année, mais ce recul fut compensé par la hausse des stocks. Les exportations ont connu une légère reprise en 2002, sans toutefois revenir au sommet atteint en 2000. La fabrication de produits informatiques et de télécommunications a de nouveau écopé avec une baisse de 17,2% en 2002.

Sur le plan régional, la croissance économique fut plus robuste dans l'est du pays que dans l'ouest. Les provinces de l'Atlantique ont connu une croissance supérieure à la moyenne nationale, à l'exception du Nouveau-Brunswick qui s'en tire tout de même avec un honorable 3,3%. Cette province a bénéficié de la forte demande de produits pétroliers raffinés, ainsi que de la demande de bois de construction, de papier et de produits de la mer. L'Île-du-Prince-Édouard a enfin eu une bonne récolte de pommes de terre. La Nouvelle-Écosse, où sont situées d'importantes usines de pneus, a bénéficié de la hausse de la production d'automobiles en Amérique du Nord. La palme pour la plus forte croissance économique au pays revient à la province de Terre-Neuve-et-Labrador, avec 13,4%, surtout en raison de la mise en production du champ pétrolifère de Terra Nova. Malheureusement la situation s'annonçait plus difficile en début 2003, suite à la fermeture des activités de pêche à la morue.

Au Québec, la croissance économique fut de 4,3 %, contre 3,9 % en Ontario. Le Québec a bénéficié d'une forte poussée de la construction résidentielle, à hauteur de 26,1 % contre 11,7 % en Ontario. Toutefois, cet écart fut compensé par une plus forte accumulation des stocks en Ontario et du recul des exportations internationales du Québec, notamment sur le plan des aéronefs et du matériel de télécommunication. La croissance économique supérieure au Québec tient finalement aux investissements des administrations publiques. L'économie québécoise a néanmoins généré plus du tiers de la hausse des heures travaillées au pays.

Le secteur de l'automobile a été au premier plan de la croissance économique en Ontario en 2002. Il y a eu net ralentissement au début de 2003 alors que les stocks des concessionnaires américains étaient excédentaires. L'Ontario est toutefois bien positionnée si l'investissement des entreprises reprend aux États-Unis en 2003.

Le Manitoba a connu une croissance de 2,4 % en 2002, sous la moyenne nationale. Toutefois, son taux de chômage, à 5,2 %, fut un des plus faibles au pays. Le PIB de la Saskatchewan a reculé pour une deuxième année consécutive. En 2002, la sécheresse, l'infestation d'insectes et les pluies tardives ont causé un recul de 23,7 % de la production agricole.

La sécheresse s'est aussi fait sentir en Alberta, dont la production de bétail et la production agricole ont chuté de 28,4 %. La production des champs pétroliers a été réduite de 0,9 % en raison de la baisse de la demande américaine. La baisse des prix de l'énergie a causé une baisse de l'investissement dans l'extraction du pétrole et du gaz. La production manufacturière a diminué de 1,5 % en raison des baisses marquées qui ont touché les machines, les engrais et les pesticides. Les exportations ont diminué pour la première fois en 16 ans. Dans ces conditions, la croissance économique a ralenti pour se situer à 1,7 %. Malgré les aléas de la conjoncture, le marché du travail est demeuré dynamique avec une progression de 3,1 % de l'emploi. Cela explique que les dépenses de consommation soient demeurées vigoureuses, et que l'activité résidentielle ait pu bondir de 23,4 %. L'embauche qui s'est poursuivie témoigne du fait que les Albertains avaient confiance que la mauvaise passe qu'a traversé leur économie en 2002 n'était que temporaire. Leur optimisme a été confirmé par la hausse des prix de l'énergie. L'Alberta sera sur les rangs pour disputer la palme de la plus forte croissance économique au pays en 2003 et 2004.

En 2002, la croissance économique s'est située à 1,8 % en Colombie-Britannique. Les exportations ont enregistré une faible hausse de 0,8 %. Elles ont diminué sur le plan du charbon, du gaz naturel et des minerais métalliques. Les exportations totales avaient déjà encaissé un recul de 4,3 % en 2001.

En 2003, l'économie canadienne dispose de réserves, comme le montre le niveau des mises en chantier qui demeure élevé. Après une décennie où les Canadiens n'avaient pas senti d'amélioration de leur niveau de vie, les bas taux d'intérêt, le dynamisme du marché du travail et les baisses d'impôts les ont incité à exprimer une demande refoulée qui n'est pas épuisée, à en juger par le maintien des mises en chantier à un niveau élevé. Malgré l'épisode de pneumonie atypique, les conditions intérieures s'avèrent satisfaisantes. Les risques proviennent de l'extérieur. Nous tablons toujours sur une relance de la reprise économique aux États-Unis en deuxième moitié de 2003, qui fera en sorte que la croissance économique sera de 2,9 % au Canada en 2003 et de 3,2 % en 2004.

## Nouvelles bancaires

**Programme Les PME de la Banque Nationale :** Le 10 avril dernier, la Banque a procédé au lancement de la 10<sup>e</sup> édition de son programme visant à reconnaître les performances exceptionnelles de petites et moyennes entreprises de toutes les régions du Québec. Parmi tous les lauréats régionaux, une entreprise sera honorée au niveau provincial dans chacune des catégories suivantes : Petite entreprise, PME, PME agricole et PME exportatrice. Les quatre lauréats provinciaux profiteront d'une grande visibilité dans les médias imprimés et à la télévision.

---

**Sondage Commerce sur les entreprises les plus admirées des Québécois :** La Banque a fait une ascension remarquable au classement des 150 entreprises les plus admirées au Québec lors du dernier sondage annuel réalisé par la revue Commerce et la firme Léger Marketing. La Banque occupe en effet la 48<sup>e</sup> position, en hausse de 10 places par rapport à l'an dernier, et demeure ainsi au premier rang parmi les institutions financières.

---

**Défi Sportif :** Partenaire de l'égalité et de l'intégration des personnes handicapées, la Banque s'est associée en avril dernier à la 20<sup>e</sup> édition du Défi sportif, le plus important rassemblement d'athlètes handicapés en Amérique du Nord, auquel ont participé plus de 2000 athlètes de tous calibres et de tout âge. La Banque commanditera ainsi pendant trois ans l'équipe des Champions du Défi sportif Banque Nationale, qui réunit 16 athlètes choisis par leurs entraîneurs en raison de leurs performances sportives et de leur habileté à communiquer et qui agiront à titre de porte-parole de l'événement.

---

**Bal de la Jonquille :** M. Réal Raymond, président et chef de la direction, a assumé la coprésidence d'honneur de la 10<sup>e</sup> édition du prestigieux Bal de la Jonquille tenu le 24 avril dernier à Montréal. Cet événement, qui constitue la plus importante activité-bénéfice de la Société canadienne du cancer, a permis de recueillir la somme de 1,3 million de dollars au profit de l'organisme.

---

**Programme de Bourses Banque Nationale :** Dans le cadre de la 11<sup>e</sup> édition de son programme de Bourses Banque Nationale, la Banque a dévoilé les noms des 22 jeunes athlètes provenant de différentes régions du Québec et de l'Ontario qui se partageront la somme de 50 000 \$ en bourses d'études. Depuis la création du programme, en 1993, un total de 400 000 \$ a été remis à 280 athlètes participant à une discipline olympique ou paralympique afin de les appuyer dans leur cheminement vers les Jeux olympiques.

---

**National Bank Financial Canadian Bank CEO Conference :** Le 9 avril dernier, M. Réal Raymond, président et chef de la direction, a participé à la *National Bank Financial Canadian Bank CEO Conference* organisée par la Financière Banque Nationale pour sa clientèle d'investisseurs institutionnels. Lors de son allocution, M. Raymond a rappelé les récentes réalisations de la Banque et expliqué comment ces dernières s'inscrivaient dans la réalisation de son plan d'affaires et de ses objectifs de développement. Il a également déploré la lenteur du gouvernement fédéral dans le dossier des fusions bancaires et réitéré la position de la Banque Nationale à ce sujet. Cette conférence, à laquelle ont pris part tous les chefs de la direction des six grandes banques canadiennes, a connu un taux de participation remarquable et s'est avérée un grand succès.

---

---

### Mise en garde au sujet des prévisions

*Il arrive que la Banque Nationale du Canada, dans le cadre de ses analyses et déclarations, énonce des prévisions relatives à la conjoncture économique, à l'évolution des marchés, à l'atteinte de ses objectifs stratégiques, à certains risques et à d'autres questions connexes. Il va de soi que, de par sa nature même, tout énoncé prévisionnel est incertain et comporte des risques inhérents. Il est donc possible que les prévisions explicites ou implicites qu'il contient ne se réalisent pas et que la réalité future en diffère sensiblement. De telles divergences relèvent de facteurs qui comprennent, de manière non limitative,*

*l'évolution de la conjoncture canadienne ou internationale (notamment les fluctuations des taux d'intérêt, des devises et d'autres instruments financiers), l'évolution des marchés, les changements technologiques, ou les modifications de la réglementation. Ceux, notamment les investisseurs, qui se fondent sur les énoncés prévisionnels de la Banque pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs ainsi que des incertitudes qu'ils contiennent et des risques qu'ils impliquent. La Banque leur déconseille d'accorder une confiance induite à ce qui est de nature prévisionnelle.*

## Siège social

600, rue de La Gauchetière Ouest  
Montréal (Québec) Canada  
H3B 4L2

[www.bnc.ca](http://www.bnc.ca)

## Renseignements divers

### Service de relations avec les investisseurs

---

Les analystes financiers et investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service de Relations avec les investisseurs, par téléphone au (514) 394-0296, par télécopieur au (514) 394-6196 ou par courriel à l'adresse [relationsinvestisseurs@bnc.ca](mailto:relationsinvestisseurs@bnc.ca). De plus, pour toute information concernant la Banque et ses publications, vous pouvez visiter le site WEB de la Banque à l'adresse suivante: [www.bnc.ca](http://www.bnc.ca)

### Service de dépôt direct des dividendes

---

La Banque offre, pour fins sécuritaires, à ses actionnaires la possibilité de déposer directement leurs dividendes dans un compte à une institution financière de leur choix, dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec le registraire, Trust Banque Nationale, aux numéros 1-800-341-1419 ou (514) 871-7171, ou par courriel à l'adresse [clientele@tbn.bnc.ca](mailto:clientele@tbn.bnc.ca)

### Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

---

Les détenteurs d'actions ordinaires ou privilégiées peuvent investir dans les actions ordinaires de la Banque au moyen du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions sans avoir à payer de commission ou de frais d'administration. Les participants au Régime peuvent soit réinvestir

les dividendes en espèces versés sur les actions admissibles qu'ils détiennent ou soit effectuer des versements en espèces facultatifs d'un montant minimal de 500 \$ par versement jusqu'à concurrence de 5000 \$ par trimestre.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec le registraire, Trust Banque Nationale, aux numéros 1-800-341-1419 ou (514) 871-7171, ou par courriel à l'adresse [clientele@tbn.bnc.ca](mailto:clientele@tbn.bnc.ca)